|  |  |
| --- | --- |
| [Logo Agence de l'eau Papeterie Couleur](http://calypso/calypso/upload/docs/image/jpeg/2014-02/logo_papeterie_cmjn_hdf.jpg) |  |

**FORMULAIRE DE DEMANDE D’AIDE FINANCIERE**

**Initiative 2018**

**de l’agence de l’eau Rhône Méditerranée Corse**

**en faveur de la biodiversité**

Pour faciliter l’instruction de votre dossier, nous vous prions de compléter le présent formulaire de demande d’aide et joindre tous les éléments demandés : leur absence au dossier pourrait engendrer un retard dans l’instruction de votre demande par les services de l’agence.

Votre dossier complet devra parvenir au plus tard le 30 avril 2018 à la délégation de l’agence dont vous dépendez (voir les [« coordonnées »](http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/coordonnees-et-plans-dacces.html)). Il est demandé un exemplaire papier dans une enveloppe mentionnant : INITIATIVE 2018 – BIODIVERSITE, accompagné d’1 exemplaire sur support numérique.

En cas de difficulté, prenez contact avec votre délégation pour une aide à la saisie.

ATTENTION : Tout projet d’un montant inférieur à 10 000€ TTC ne pourra faire l’objet d’une aide financière de l’Agence.

|  |
| --- |
| **OBJET DE LA DEMANDE *(résumé)*** |
| **Demandeur\*** (nom ou Raison Sociale) :    **Intitulé du projet\*** :      **Coût global du projet\*** :  **Demande d’anticipation de travaux :**   oui *précisez au §6*   non  *\* informations à détailler dans les pages suivantes §1 et 3* |

|  |
| --- |
| **Cadre réservé à l’Agence de l’Eau Rhône Méditerranée Corse** |
| * **Dossier reçu** le : ……………..…………   Date d’enregistrement : ………………………. N° de dossier DA : …………………………   * **Dossier complet**:  oui  non   Pièces complémentaires : - demande effectué le :  - par :  - pièces complémentaires reçues le :  Observations : |

**1 – IDENTIFICATION du demandeur**

Nom ou Raison Sociale :

Adresse :

Code postal: Ville:

N° SIREN/SIRET:

Tel: ………………….. Télécopie ………………….. Courriel :

Le demandeur a-t-il déjà bénéficié d'une aide de l'Agence de l’Eau : oui  non

Le bénéficiaire de l’aide sera-t-il le demandeur :  oui  non

*Si « non », précisez et joignez les pièces justificatives :*

*contrat de concession* *délégation service public*  *autre : …………………………….*

**2 - ACTIVITES ECONOMIQUES : DECLARATION CONCERNANT LA TAILLE ET LA SITUATION FINANCIERE DE L’ENTREPRISE**

**2.1 – taille de l’entreprise :**

Pour savoir si vous êtes une Petite entreprise, une Moyenne Entreprise ou une Grande Entreprise, 3 données sont nécessaires : l’effectif, le chiffre d’affaires, le bilan annuel.

Ces données sont à calculer selon les modalités européennes en vigueur (cf art. 6 de l’annexe à la **recommandation 2003/361/CE**). Elles tiennent compte de vos ressources propres, mais aussi des liens de dépendances avec d’autres entreprises (actionnariat, partenariats…)

A toutes fins utiles, nous vous recommandons de vous reporter au guide « Définition d’une PME »: *<http://ec.europa.eu/DocsRoom/documents/15582/attachments/1/translations/fr/renditions/native>*

Il existe également un test en ligne à l’adresse suivante*:* [*http://smetest.uwe.be/*](http://smetest.uwe.be/) *(possibilité de sélectionner la langue en haut à droite)*

🡪 De façon simplifiée, vous trouverez ci-dessous **une déclaration à remplir** en 2 points :

1. **Je déclare :** *(cocher une des 2 cases)*

être une entreprise totalement indépendante (détenir 100 % du capital ou droits de vote)

*⮱ dans ce cas, ne prendre en compte que les données (effectif, CA, bilan) de votre entreprise pour remplir le point 2,*

avoir, dans le cas contraire, pris en compte les modalités de la recommandation 2003/061 CE pour calculer mes propres données;

*⮱ se reporter au guide « Définition d’une PME » et le cas échéant, remplir et ajouter l’annexe (et les fiches supplémentaires) prévu à cet effet.*

1. **Je déclare**, sur la base des données calculées pour la période de référence

suivante (**\***) : *……………………………*

- Répondre aux 2 critères d’une **Petite Entreprise**, à savoir : (*cocher les cases*)

employer moins de 50 personnes

avoir un chiffre d’affaire ≤ 10 millions d’€ **ou** un bilan ≤ 10 millions d’€,

- Répondre aux 2 critères d’une **Moyenne Entreprise**, à savoir : (*cocher les cases*)

employer moins de 250 personnes

avoir un chiffre d’affaire ≤ 50 millions d’€ **ou** un bilan ≤ 43 millions d’€,

- Ne pas répondre aux critères d’une Petite ou Moyenne Entreprise et *(cocher la case)*

relever du statut de **Grande Entreprise**

*--------------------------------------------------*

**En cas de non remplissage ou de remplissage partiel des informations, l’entreprise sera considérée comme ayant le statut de grande entreprise**.

*(****\*****) Toutes les données doivent être afférentes au dernier exercice comptable clôturé et sont calculées sur une* ***base annuelle****. Dans le cas d’une entreprise nouvellement créée et dont les comptes n’ont pas encore été clôturés, les données à considérer font l’objet d’une estimation de bonne foi en cours d’exercice*.

**2.2 – situation financière de l’entreprise :**

L’entreprise est-elle en situation de procédure collective

Procédure de sauvegarde ; depuis le ……………..………………………………

Redressement judiciaire ; depuis le ……………………………………………

L’entreprise a-t-elle bénéficié :

* d’une aide au sauvetage et n'a pas remboursé le prêt ou mis fin à la garantie ?

OUI  NON

* d'une aide à la restructuration et est toujours soumise à un plan de restructuration ?

OUI  NON

L’Agence peut être amenée, pour vous attribuer une aide, à s’assurer que votre entreprise n’est pas « en difficulté » financière. Le statut « entreprise en difficulté » répond à la définition européenne du règlement (UE) No 651/2014 ([règlement UE 651/2014 - site européen](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651&from=FR)), p.19 point 18 de l’art.2 Nous vous invitons à répondre aux demandes de précisions de l’agence (ou de son prestataire mandaté) pour ne pas bloquer votre dossier en cas d’examen de ce critère.

**3 – PERSONNES à CONTACTER**

 Nom et prénom :

Qualité :

Tel: ………………… Télécopie …………………… Courriel :

**4 – présentation du projet**

**Il s’agit :**  d’études  de travaux/investissements  d’acquisition foncière

autre :

**Portant sur :**

axe 1 - Les travaux de restauration de la ‘trame turquoise’ et de la circulation des espèces-cibles.

axe 2 - Les études de définition de la ‘trame turquoise’ et les études portant sur le lien entre le fonctionnement des milieux et la qualité de la biodiversité.

**Description (contenu, objectifs et livrables) :**

**Ces travaux/investissements font-ils suite à un sinistre :**  OUI  NON

Si oui, date de l’évènement : et fournir l’arrêté CATNAT

**Tout ou partie de la prestation est-elle envisagée en régie** (non financée par ailleurs) **:**  OUI \*  NON

*\* saisir les volets a /b de la partie régie*

**Localisation du projet** (commune, sous bassin, masse d’eau,) :

**Contrat**: indiquer si le projet est intégré dans un contrat de rivière, un SAGE, un autre contrat avec l’Agence de l’eau ou toute autre procédure environnementale :

**Coût prévisionnel** **:** €  HT - TTC *(cochez)*

*Si la demande est sur le TTC, signer l’attestation en volet 9 du présent document*

**Planning de réalisation :** Date prévisionnelle de début : ……………… de fin :

**Plan de financement prévisionnel :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Financeurs | Montant de la contribution attendue | % |
| Département…= ….……………………………………  Région = …….……………………………………………  ………………………………………………………………  ……………………………………………………………… | ……………………………€….  ……………………………€…  ……………………………€…  ……………………………€… | …..…%  …..…%  …..…%  … ….% |
| **Part d’autofinancement** | ……………………………€… | … ….% |

**5 – liste des piéces A FOURNIR**

**Dossier technique présentant les éléments suivants (joindre à l’envoi) :**

**Mémoire explicatif (une attention particulière sera accordé à la qualité de la demande : cartes, qualité des argumentaires, illustrations, photographies, …) :**

* Présentation du territoire de réflexion dans lequel s’intègre le projet : échelle géographique (corridor écologique SRCE, bassin versant, intercommunalité,…) et description des outils territoriaux dans lequel s’intègre le projet (SAGE, contrats, NATURA 2000, Parcs, …),
* le cadre du projet (plan de gestion,…),
* les enjeux eau et biodiversité : état des lieux à l’échelle de ce territoire justifiant l’intérêt du projet. *Préciser notamment si le projet porte sur :* 
  + des zones humides avec des fonctions hydrologiques, hydrauliques et biogéochimiques dégradées selon les principes de l’orientation fondamentale n°6 du SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021,
  + des espèces relevant d’un Plan national d’action (PNA) ou d’intérêt régional pour les projets de restauration des milieux,
  + un espace de bon fonctionnement de cours d’eau ou de zone humide.
* la politique du maitre d’ouvrage dans la biodiversité sur son territoire (partenariats, historique des actions conduites,…),
* type de livrables suite à la réalisation de l’opération (rapport d’étude, acte notarié, devis de travaux,…),
* le plan de financement du projet.

**Pour les travaux, les acquisitions foncières:**

☐ **Description des actions retenues** : contenu et objectifs du plan de gestion auxquels elles se réfèrent, caractéristiques techniques, linéaire ou surface concernée, acquisition ou maitrise foncière**. Préciser les gains attendus vis-à-vis du fonctionnement des milieux aquatiques.**

☐ **Echéancier** de réalisation, détaillant les différentes phases de l’opération

☐ **Détail du coût du projet** (par grand poste, ou selon détail estimatif)

☐ Carte de situation du projet dans le territoire et plan du projet (échelle comprise entre 1/2000 et 1/5000) où figurent :

* le schéma et les caractéristiques des aménagements existants et projetés pour les travaux ;
* les parcelles à acquérir, le numéro cadastral et l’estimation du prix d’achat validé par une autorité compétente si possible (France Domaine, Conseil départemental SAFER, notaire, cabinet d’expertise) pour les acquisitions.

☐  **Moyens projetés pour le suivi et l’évaluation** pour mesurer l’efficacité des actions. Préciser  les outils déployés (indicateurs Rhomeo, espèces cibles)

☐ **Etat d’avancement des procédures règlementaires** (dépôt en préfecture, enquête publique en cours,…)

**Pour les études:**

Fournir le cahier des charges de l’étude et l’estimation des coûts d’études et des coûts d’assistance à maîtrise d’ouvrage

**Pour les données :**

Une attestation du versement des données naturalistes dans le système d’information pour la nature et les paysages (SINP)

*Avertissement :*

*Pour le solde financier des études (essais, mesures ou expériences) le titulaire est tenu de fournir un exemplaire au moins du rapport papier sur lequel figure la mention Etude réalisée avec le concours financier de l’Agence de l’eau RM&C, un exemplaire en pdf autorisant la recherche plein texte ainsi que les autres fichiers numériques. Il l’accompagnera d'un résumé. En application des articles L 124.1 à L 124.8 du Code de l’environnement, les résultats de l’étude devront être mis à disposition du public (hors données confidentielles énumérées par la Convention D’Aarhus) et publiés sur documentation.eaufrance.fr.*

***Dans le cas où votre projet (études et travaux) est réalisé en régie, remplir les parties correspondantes :***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Choix du mode de calcul** | **ou** | **Le choix du mode de calcul de l’aide appartient librement au demandeur**  *(cocher 1 seule case)*  **1/ Mode de calcul basé sur le salaire annuel brut chargé comprenant les primes et les charges patronales** *(Joindre les feuilles de salaire de décembre pour chaque personne).* Un coefficient multiplicateur de 1.3 est appliqué pour prendre en compte les frais de fonctionnement liés à l’animation. Les frais de structure ne sont pas pris en charge.  **2/ Mode de calcul basé sur un forfait de 290 €/j x nombre de jours de l’animation.** Le forfait de 290€/j doit être comparé au salaire journalier brut chargé intégrant les primes et les charges patronales multiplié par un coefficient de 1.3 afin de prendre en compte les frais de fonctionnement liés à l’animation. Les frais de structure ne sont pas pris en charge.  *\* Les deux modes de calcul sont détaillés dans la* [*note de présentation*](http://www.eaurmc.fr/fileadmin/aides-et-redevances/documents/PrA_c_sentation_aides_animation_2017.pdf) *accessible sur la* [*page Aides*](http://www.eaurmc.fr/aides-et-redevances/aides-pour-les-bassins-rhone-mediterranee-et-corse.html) *du site internet de l’agence de l’eau* [*www.eaurmc.fr*](http://www.eaurmc.fr) |
| **1 - Poste (régie)** |  | **a/ l’action ou les actions sont effectuées par (nom et poste occupé)** :  Poste 1 : intitulé  ……………………………………………………………  - à temps complet ou temps partiel : …. .… % d’ETP  - durée de la mission (si ponctuelle): …...… jours  Salaire annuel bruts y compris primes et charges patronales : …………. €  *(si mode de calcul n°1 joindre les feuilles de salaire de décembre)*  Poste 2 : intitulé : ……………………………………………………………  - à temps complet ou temps partiel : …..… % d’ETP  - durée de la mission (si ponctuelle): …..… jours  Salaire annuel bruts y compris primes et charges patronales : …………. €  *(si mode de calcul n°1 joindre les feuilles de salaire de décembre)*  Poste 3 : intitulé : ……………………………………………………………  - à temps complet ou temps partiel : …..… % d’ETP  - durée de la mission (si ponctuelle): …..… jours  Salaire annuel bruts y compris primes et charges patronales : …………. €  *(si mode de calcul n°1 joindre les feuilles de salaire de décembre)*  Poste 4 : intitulé : ……………………………………………………………  - à temps complet ou temps partiel : …..… % d’ETP  - durée de la mission (si ponctuelle): …..… jours  Salaire annuel bruts y compris primes et charges patronales : ………….…€  *(si mode de calcul n°1 joindre les feuilles de salaire de décembre)*  **b/ coûts matériels liés à la mise en œuvre de l’action** :  (fournitures, locations de salles, honoraires d’intervenants extérieurs, …)  .……………………………… € - *Joindre le détail des dépenses* |

**Préciser :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **éléments spécifiques** | **1 - cours d’eau** |  | - linéaire de cours d’eau (restauré, préservé) par le projet (Km) : ……………………………………………………………………………………..  - N° de la masse d’eau : ………………………………………………………..  - N° ROE de l’ouvrage (si continuité) : ……………………………………….. |
| **2 - zone humide** |  | - Surface de zone humide (achetée, restaurée, préservée) concernée par le projet (Ha)  - référence de la zone humide issue des inventaires portée à connaissance de l’Etat lorsqu’il existe  : …………………………………………………………………………. |

**Pièces générales communes à toute demande d’aide financière (joindre à l’envoi)**

|  |  |
| --- | --- |
| ☐ | Pour les collectivités rurales, délibération qui donne mandat au Conseil Départemental, |
| ☐ | Pour les projets d’investissement portés par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, signer l’engagement relatif à la participation minimale (en volet 6 du présent document), |
| ☐ | Pour les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) en cas de première demande d’aide ou de modification des statuts, joindre une copie des statuts et arrêté préfectoral associé. |
| ☐ | Pour les délégataires de Service Public, joindre une copie du contrat de délégation de service public. |
| ☐ | Extrait de la situation au répertoire SIREN/SIRET *(en cas de première demande, ou de modification)* |
| ☐ | Pour les associations loi 1901, le [formulaire CERFA n° 12156\*05](https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_12156_05.do;jsessionid=A351E67328A1A2D3410BD5B68EA12E1D) dument complété *(pour le volet « fonctionnement », en complément de cette demande)* |

**6 – DEMANDE ET ENGAGEMENT(\*)**

Je soussigné (e) (*Nom, Prénom*) :

agissant en qualité de

* sollicite  ne sollicite pas *cochez la case correspondante*

auprès de l’Agence l’autorisation de démarrage anticipé des travaux, avant notification de la décision d’aide, au motif suivant :

*(il est rappelé qu’un démarrage de l’opération entrepris sous votre responsabilité ne saurait préjuger de la décision qui sera prise à l’issue de l’instruction de la demande ; le début d'exécution de l'opération (étude ou travaux) n'est autorisé qu'à réception d'une réponse formelle écrite de l'agence qui en précise l'échéance)* ;

* atteste que le projet n’est pas engagé *(rayer cette mention lorsque la demande concerne le renouvellement du financement d’un poste)*
* certifie sur l’honneur l’exactitude des renseignements fournis,
* m’engage à informer l’Agence de l’eau en cas de modification du plan de financement ou de toute autre modification du projet tel que décrit ci-dessus et dans les pièces annexées à la présente demande,
* certifie être en règle au regard de l’ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants,
* certifie être conforme aux obligations règlementaires, notamment que l’opération répond aux obligations liées à la loi sur l'eau (déclaration ou autorisation) qui la concerne,
* atteste être maître d’ouvrage de l’opération et m’engage à utiliser l’aide attribuée au  paiement de prestations facturées,
* certifie avoir pris connaissance des conditions générales et particulières d’intervention de l’Agence de l’Eau\*, et m’engage à assumer les obligations faites au bénéficiaire de l’aide en cas d’attribution,
* ne fait pas l’objet, de la part de la commission européenne, d’une injonction de récupération d’une aide.

A ........................................, le .........................

**Le demandeur** (*signature et cachet*)

(\*) *tenir à disposition la délibération sollicitant les aides de l’agence de l’eau.*

\*\* *consultables sur le site* [*web de l’agence*](http://www.eaurmc.fr/aides-et-redevances/aides-pour-les-bassins-rhone-mediterranee-et-corse.html)*, rubrique « aides et redevances », chapitre 1 du Recueil des délibérations du programme « sauvons l’eau » et dans les chapitres thématiques correspondant au dossier déposé ; elles sont également fournies avec la convention d’aide financière lorsque l’aide est attribuée.*

# 7 POUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES : DECLARATION RELATIVE AUX AIDES DE MINIMIS

*Préambule : Les aides d’Etat aux activités économiques sont encadrées par la réglementation européenne. L’agence apporte une partie de ses aides au titre du règlement général d’exemption européen dit « De minimis » n°1407/2013 du 18 décembre 2013, à l’exception du secteur de la pêche/aquaculture (règlement de minimis spécifique n°717/2014 du 27 juin 2014).*

*Les pouvoirs publics qui allouent des aides de minimis ont l’obligation d’informer les entreprises bénéficiaires, du caractère de minimis des aides attribuées.*

*La déclaration ci-dessous est à remplir sur la base de « l’entreprise unique »[[1]](#footnote-1), à savoir en prenant en compte les données de votre entreprise[[2]](#footnote-2) et les données des entreprises2 qui entretiennent avec vous au moins d’un des quatre liens suivants :*

* *une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d’une autre entreprise,*
* *une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l’organe d’administration, de direction ou de surveillance d’une autre entreprise, ou*
* *une entreprise a le droit d’exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d’un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d’une clause des statuts de celle-ci,*
* *une entreprise actionnaire ou associée d’une autre entreprise contrôle seule, en vertu d’un accord conclu avec d’autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.*

Madame ou Monsieur :................................................................................................................

agissant en qualité de : ...............................................................................................................

déclare sur l'honneur selon le détail ci-après : (**cocher case(s) ;** le non remplissage induit un traitement différent de votre demande, avec des implications sur votre aide).

* **n’avoir reçu aucune aide de *minimis***durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,
* **avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides de *minimis***, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration (remplir le tableau page suivante)

A ............................................................, le .........................................

**Le demandeur** (signature et cachet)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Date d’attribution de l’aide de *minimis [[3]](#footnote-3)*** | **Date de demande de l’aide de *minimis*si non encore perçue** | **Nom et numéro SIREN de l’entreprise [[4]](#footnote-4)** | **Type d’aide de *minimis* (général, pêche et aquaculture)** | **Organisme attributaire de l’aide** | **Montant de l’aide [[5]](#footnote-5)**  **(en euros)** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| **MONTANT TOTAL DES AIDES** | | | | |  |

Remplir un nouveau tableau au besoin

**L’entreprise sollicitant l’aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours :**

**une fusion ou une acquisition d’une autre entreprise ?**

**une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?**

**8 – ENGAGEMENT DES COLLECTIVITES MAITRE D’OUVRAGE**

(à joindre obligatoirement au dossier de demande d’aide pour les opérations d’investissement)

Je soussigné *(Nom, Prénom*) ……………………………………………………………………………..…

……………………………………………………………………………………………………………………

agissant en qualité de (*Qualité*) ………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………………

représentant *(Dénomination complète*) ……………………………………………………………………...

…………………………………………………………………………………………………………………….

m’engage à respecter la législation en vigueur en matière de participation minimale de financement pour les opérations d’investissement (20% selon art.76 de la loi 2010-1563 du 16/12/2010 et 10% dérogatoire pour la Corse selon la loi2012-354)

A ........................., le ..........................

**Le demandeur** (*signature et cachet*)

**9 – ATTESTATION DE NON RECUPERATION DE LA TVA**

(à joindre obligatoirement au dossier de demande d’aide lorsque le budget est présenté en TTC)

Je soussigné *(Nom, Prénom*) ………………………………………………………………………………..

……………………………………………………………………………………………………………..……

agissant en qualité de (*Qualité*) ……………………………………………………………………………...

……………………………………………………………………………………………………………..……

certifie sur l’honneur que *(Dénomination complète*) ……………………………………………………….

…………………………………………………………………………………………………………………

ne récupère pas la TVA sur les dépenses à engager au titre du projet *(dénomination du projet objet de la demande d’aide)*………………………………………………………………………………………………..

…………………………………………………………………………………………………………………

et sollicite l’aide de l’Agence sur un budget prévisionnel qui s’élève à ……………………….. € TTC.

A ........................., le .........................

**Le demandeur** (*signature et cachet*)

1. au sens de l’article 2.2 des règlements (UE) n° 1407/2013 et 717/201 [↑](#footnote-ref-1)
2. comprenant l’ensemble des établissements, donc des numéro SIRET, au sein de l’entreprise (SIREN). [↑](#footnote-ref-2)
3. Si vous avez reçu une aide de *minimis*, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l’autorité publique attributaire (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences…). Vous ne devez donc pas indiquer dans ce tableau les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement de *minimis*. [↑](#footnote-ref-3)
4. Il faut que votre déclaration comptabilise bien l’ensemble des aides de *minimis* versées à toutes les entreprises composant l’entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide de *minimis* perçue soit indiqué le numéro SIREN de l’entreprise qui l’a reçue au sein de l’entreprise unique.

   3 Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l’équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l’attribution de l’aide. [↑](#footnote-ref-4)
5. [↑](#footnote-ref-5)